EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CHAUFOR NOTRE DAME

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-cinq Septembre à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Patrice LEBOUCHER, Maire.

Date de convocation et d'affichage : 18 septembre 2025

Nombre de Conseillers en exercice : 14

Nombres de Conseillers présents : 11

Nombre de Conseillers votants : 13

Présents : Mr BARRIER, Mme BONNEFOY, Mr MOREAU, Mr MAHE, Mme PERRICHET BAUDET, Mme CHABRUN, Mme VIAUD, Mme TARNAUD, Mr BOUVIER, Mme TREBERT

Absents excusés : Mr ORY donne procuration à Mme PERRICHET BAUDET, Mr SIMON donne procuration à Mr BOUVIER

Absents : Mr JARDIN,

Secrétaire de séance : Mme Annick PERRICHET BAUDET

Le compte rendu du 08 juillet 2025 est approuvé à l'unanimité

1/ Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges de Le Mans Métropole du 1^{er} Juillet 2025

La commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) s'est réunie le 1^{er} juillet 2025 pour réviser l'Attribution de compensation de la ville du Mans.

Cette révision fait suite à l'actualisation de la dotation de compensation du transfert du stade Marie Marvingt. L'ajustement proposé vise à intégrer l'avenant 13 à la convention de concession signée avec Le Mans Stadium (délibération adoptée en Conseil communautaire du 26/06/2025).

A l'issue de l'examen, la CLETC a adopté le rapport d'évaluation à l'unanimité des membres présents. Ce rapport a été transmis à la commune le 8 juillet 2025.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de la CLETC doit désormais être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres de la Métropole, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au Conseil municipal par le président de la commission.

Ce rapport sert de référence dans la détermination des Attributions de compensation qui feront l'objet d'un vote par délibérations spécifiques à l'issue du délai d'approbation.

Je vous propose, mes chers collègues, d'approuver le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées joint en annexe.

Après délibération, le rapport a été adopté à l'unanimité des votants.

2/ Rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Transferts de Charges de Le Mans Métropole du 2 septembre 2025

La commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLETC) s'est réunie le 2 septembre 2025 pour instaurer une Attribution de Compensation d'Investissement (ACI) non pérenne en faveur de la commune d'Allonnes dans le cadre des travaux menés sur le groupe scolaire Paul Langevin, situé dans la ZAC des Hameaux des Hautes Métairies.

La commune d'Allonnes réalisant l'ensemble des travaux du site (accueil périscolaire, cour, locaux scolaires), l'attribution de compensation vise à participer au financement des seuls travaux de la partie scolaire de compétence communautaire.

A l'issue de l'examen, la CLETC a adopté le rapport d'évaluation à l'unanimité des membres présents. Ce rapport a été transmis à la commune le 3 septembre 2025.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, le rapport de la CLETC doit désormais être approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres de la Métropole, prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au Conseil municipal par le président de la commission.

Ce rapport sert de référence dans la détermination des Attributions de compensation qui feront l'objet d'un vote par délibérations spécifiques à l'issue du délai d'approbation.

Je vous propose, mes chers collègues, d'approuver le rapport de la commission locale d'évaluation des charges transférées joint en annexe.

Après délibération, le rapport a été adopté à l'unanimité des votants.

Délibération 202509D02

3/ Fonds de concours exceptionnel 2025 de Le Mans Métropole pour le fonctionnement des équipements municipaux

Le principe d'un fonds de concours de la métropole versé au titre des dépenses de fonctionnement des équipements municipaux a été approuvé par délibération du Conseil communautaire du 19 décembre 2024, en application de l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce dispositif exceptionnel permet notamment un accompagnement de la métropole face à la crise énergétique considérant les délais nécessaires pour permettre les travaux de rénovation des bâtiments sources d'une meilleure performance énergétique.

Les modalités retenues sont les suivantes :

- Une enveloppe globale plafonnée à 2 millions d'euros,
- Une répartition de l'enveloppe proportionnellement à la facture énergétique de chaque commune membre de la Métropole,
- Le montant du fonds de concours attribué à chaque commune ne peut être supérieur à 20% du montant total des dépenses énergétiques constatées sur l'exercice 2024 du budget principal (comptes 60612 – Énergie, électricité, 60613 – Chauffage urbain et 60621 – Combustibles) ; ce taux peut être modulé à la baisse compte tenu du plafonnement de l'enveloppe à 2 M€
- Le versement est réalisé en une fois après réception de tous les comptes administratifs 2024 des communes membres et adoption des montants après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés, conformément à l'article L.5215-26 du CGCT

Les attributions individuelles calculées à partir des critères susvisés ont été fixées par délibération de

Le Mans Métropole présentée en Conseil communautaire du 26/06/2025.

La commune de Chaufour notre Dame est ainsi bénéficiaire d'un fonds de concours représentant 18.87% des dépenses d'énergie de 2024 soit un soutien de 7 672 €.

En conséquence, je vous remercie, mes chers collègues de bien vouloir approuver le montant du fonds de concours exceptionnel de 7 672 € attribué en 2025 par Le Mans Métropole.

Le conseil municipal, adopte à l'unanimité des votants.

Délibération 202509D03

4/ Présentation de la note d'information sur la mise en œuvre du Service Public de la Petite Enfance – Désignation de l'Autorité Organisatrice

Voir en pièce jointe.

5/ Questions diverses

Monsieur Le Maire clôt les débats, remercie les conseillers municipaux et lève la séance à 22h00.

La date du prochain conseil municipal a été fixée au jeudi 16 octobre 2025 à 20h30.

Le Maire,

Les Conseillers Municipaux,

Mr LEBOUCHER Patrice	Mr ORY René Donne procuration à Mme PERRICHET BAUDET	Mme PERRICHET-BAUDET
Mr SIMON Jean-Luc Donne procuration à Mr BOUVIER	Mr BARRIER Jean-Louis	Mr JARDIN Franck Absent
Mme TARNAUD Stéphanie	Mr BOUVIER Sébastien	Mme TREBERT Marie-Laure
Mr MAHE François	Mr MOREAU Nicolas	Mme BONNEFOY Mélanie
Mme VIAUD Leslie	Mme CHABRUN Lucie	